Cellule d'analyse européenne

PAQUET « ÉQUITÉ SOCIALE »

COMMUNICATION DE LA COMMISSION – Suivi de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux – COM (2018)130

Proposition de RÈGLEMENT établissant une Autorité européenne du travail – COM (2018)131

Proposition de RECOMMANDATION DU CONSEIL relative à l'accès des travailleurs salariés et non salariés à la protection sociale – COM (2018)132

Résumé : Afin de poursuivre la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux, la Commission européenne lance un *"Social Fairness Package".* Les documents concernés portent notamment sur la création d'une Autorité européenne du travail et comportent une recommandation visant l'élargissement de la protection sociale à tous les travailleurs salariés et indépendants. **Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité relatif à la proposition de règlement établissant une Autorité européenne du travail expire le 21 mai 2018.**

1. Contexte

Dans sa déclaration du 9 septembre 2015 sur l'« état de l'Union », le président Juncker avait annoncé la création d'un socle européen des droits sociaux dans la zone euro.

L'idée était que ce socle européen fixe un certain nombre de principes-clés destinés à favoriser des conditions de travail et des régimes de sécurité sociale efficaces et équitables.

Fin 2017, alors qu'un consensus s'était dégagé sur le texte entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission, le Conseil européen a indiqué que le socle européen des droits sociaux serait mis en œuvre à la fois au niveau de l'Union et au niveau des États membres dans le respect de leurs compétences respectives.

La Commission européenne propose aujourd'hui un paquet « Équité sociale » en vue d'avancer dans la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux. Ces propositions ont trait à la création d'une Autorité européenne du travail et à l'élargissement de la protection sociale à tous les travailleurs salariés et indépendants.

2. Contenu

En résumé, le paquet « Équité sociale » contient les lignes de force suivantes:

<u>COM (2018)130:</u> COMMUNICATION relative au suivi de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux: Le socle européen des droits sociaux indique le cap d'un processus de convergence ascendante vers de meilleures conditions de travail et une meilleure protection sociale. La réalisation du socle européen des droits sociaux est une responsabilité partagée. Ce sont non seulement les institutions de l'Union européenne, mais surtout les autorités nationales et les partenaires sociaux qui disposent des compétences et des instruments nécessaires pour réaliser ce socle.

Outre la création d'une Autorité européenne du travail et la recommandation d'étendre la protection sociale à tous les travailleurs et indépendants de l'UE, la Commission européenne annonce aussi l'instauration d'un numéro de sécurité sociale européen, en vue d'augmenter la visibilité et l'accessibilité numérique des droits en matière de sécurité sociale.

<u>COM (2018)131</u> RÈGLEMENT établissant une Autorité européenne du travail:

<u>Objectif:</u> Des questions subsistent en ce qui concerne le respect de la réglementation en matière de mobilité transfrontière de la main-d'œuvre et le contrôle de son application. Cela risque de compromettre la confiance dans le marché intérieur. Une instance européenne peut aider les parties intéressées à utiliser de manière optimale les avantages de la libre circulation des personnes et promouvoir une mobilité équitable de la main-d'œuvre.

<u>Composition:</u> Le conseil d'administration est composé d'un représentant de chaque État membre et de deux représentants de la Commission, disposant tous de droits de vote. Le directeur exécutif dirige l'Autorité. Chaque État membre désigne un agent de liaison national destiné à être détaché auprès de l'Autorité.

<u>Compétences:</u>

- Fournir des informations relatives aux droits et aux obligations liés au fait de vivre et de travailler dans un pays de l'UE ;

- Veiller au respect effectif de la réglementation dans les situations transfrontières en soutenant la coopération entre les inspections des différents États membres, notamment en facilitant les inspections communes ;

- Jouer un rôle de médiation dans les conflits transfrontières entre des autorités nationales ou en cas de réorganisations d'entreprises dans lesquelles plusieurs États membres de l'UE sont impliqués.

<u>Siège:</u> L'autorité sera une agence décentralisée de l'UE. La Commission prévoit que l'Autorité européenne du travail sera opérationnelle en 2019.

<u>COM (2018)132</u> RECOMMANDATION DU CONSEIL relative à l'accès des travailleurs salariés et non salariés à la protection sociale

Le principe 12 du socle européen des droits sociaux précise que "*[l]es <u>travailleurs salariés</u> et, dans des conditions comparables, <u>les travailleurs non salariés</u> ont droit à une protection sociale adéquate, quels que soient le type et la durée de la relation de travail*".

La recommandation vise à définir des normes minimales afin que les travailleurs salariés et non salariés bénéficient d'une protection sociale adéquate, en particulier en cas de chômage, de maladie, de maternité ou de paternité, d'accidents du travail, de maladies d'invalidité et professionnelles, et de vieillesse. Tous doivent pouvoir adhérer aux systèmes de protection sociale, se constituer des droits et prétendre aux allocations. La transférabilité des droits sociaux lorsque la personne intéressée change d'emploi est également un principe de la recommandation. En outre, il convient de garantir que toutes les personnes concernées aient accès à des informations transparentes concernant les droits à la protection sociale.

La recommandation aidera les pays de l'UE à adapter leurs systèmes de sécurité sociale en fonction des changements sur le marché du travail.

Les États membres devraient mettre en œuvre les principes énoncés dans la recommandation dans les meilleurs délais et soumettre des plans d'action rendant compte des mesures correspondantes prises à l'échelle nationale.

3. Cadre juridique européen et développements au niveau européen:

Le fondement juridique des documents politiques, de la proposition législative et de la recommandation réside dans les articles 46, 48, 53 (1), 62 et 91 (1) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui concernent plus particulièrement la libre circulation des travailleurs, la coordination des régimes de sécurité sociale, l'accès aux activités non salariées et leur exercice, la libre prestation des services et les règles communes applicables aux transports internationaux.

Conformément au principe de subsidiarité, les États membres ont le pouvoir de définir leur propre politique sociale et de l'emploi (dont la réglementation relative au travail), ainsi que l'organisation des régimes de sécurité sociale.

Cette compétence des États membres est soutenue et complétée par l'Union européenne dans un certain nombre de domaines. Telle est aussi la philosophie du paquet « Équité sociale ».

En mars 2018, la Commission européenne s'est penchée pour la première fois, dans le cadre du processus du semestre européen, sur la question de savoir dans quelle mesure chaque État membre avait respecté les priorités du pilier européen des droits sociaux.

On a pu constater des divergences de vues relativement importantes entre les États membres quant à la mise en œuvre du pilier social.

4. Cadre belge

Concernant le pilier européen des droits sociaux :

Au Conseil EPSCO du 8 décembre 2017, le ministre de l'Emploi a souligné, après concertation avec les Régions et Communautés, qu'une convergence sociale vers le haut est une nécessité politique et sociale, mais aussi économique. À cette fin, l'acquis social doit être constamment surveillé, actualisé et mis en œuvre [1].

Dans le rapport concernant la Belgique, la Commission européenne a fait l'inventaire, en mars 2018, des progrès réalisés dans notre pays dans le domaine de l'accès au marché du travail, des conditions d'emploi équitables et de la protection sociale.[2]

Concernant l'Autorité européenne du travail :

Les trois pays du Benelux s'attèlent déjà conjointement aux ambitions de l'Autorité européenne du travail. Des contrôles communs sont ainsi effectués dans les trois pays du Benelux, notamment au sein du secteur de l'intérim, lesquels doivent contribuer à systématiser davantage la collaboration entre les contrôleurs. Les services d'inspection travaillent ensemble afin de mettre en place un cadre juridique dédié à la collaboration transfrontalière entre les services d'inspection sociale. Il est également examiné si un accès aux banques de données sociales nationales des autres pays membres peut être accordé aux institutions de sécurité sociale des pays du Benelux[3].

5. Suivi dans la (les) commission(s) compétente(s) de la Chambre :

- Commission des Affaires sociales ;
- Pour information : Comité d'avis chargé des Questions européennes.

6. Suivi auprès des instances fédérales :

- SPF Affaires sociales

7. Subsidiarité / Suivi parlementaire:

La communication relative au suivi de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux (COM (2018) 130) constitue un document stratégique. Dès lors, elle ne peut donner lieu à aucun avis de subsidiarité au sens de l'article 37*bis* du Règlement de la Chambre.

La proposition de RÈGLEMENT établissant une Autorité européenne du travail (COM (2018) 131) est une proposition de législation. La commission compétente peut dès lors émettre un avis sur la subsidiarité au sens de l'article 37*bis* du Règlement de la Chambre.

Le délai pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de cette proposition expire le 21 mai 2018.

---

[1] Voir Bulletin B139, question écrite n° 1802, http://www.dekamer.be/kvvcr/showpage.cfm?section=qrva&language=fr&cfm=qrvaXml.cfm?legislat=54&dossierID=54-B139-861-1812-2017201819188.xml

[2] Pour la Belgique, voir fiche d'analyse: http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/scrutiny/SWD20180200/bechb.do?appLng=FR

[3] Voir: http://www.benelux.int/fr/les-themes-cles/securite-societe/lutte-contre-la-fraude/fraude-sociale

La proposition de RECOMMANDATION du Conseil relative à l'accès des travailleurs salariés et non salariés à la protection sociale (COM (2018)132) n'est pas un document de législation, mais une recommandation destinée à enregistrer des avancées au niveau des États membres, de manière à créer des conditions de concurrence équitables et à favoriser une convergence vers le haut. Dès lors, elle ne peut donner lieu à aucun avis de subsidiarité au sens de l'article 37*bis* du Règlement de la Chambre.

Dans le cadre du « dialogue politique » (initiative Barroso), la commission peut adresser un avis et/ou des observations à l'attention de la Commission européenne sur l'ensemble de ces propositions. Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

Projet d'avis :

- En ce qui concerne la subsidiarité/la compétence :

La proposition de RÈGLEMENT établissant une Autorité européenne du travail (COM (2018)131 est conforme au principe de subsidiarité, étant donné que l'objectif de la proposition, à savoir le respect effectif de la réglementation dans des situations transfrontières et la collaboration entre les inspections des États membres, peut difficilement être atteint sans prévoir un cadre législatif adapté à cet effet.

La RECOMMANDATION du Conseil relative à l'accès des travailleurs salariés et non salariés à la protection sociale est également conforme au principe de subsidiarité, étant donné que la Commission européenne reconnaît explicitement que les États membres sont le mieux à même de prendre des décisions sur les choix posés lors de l'élaboration d'une protection sociale efficace. La Commission reconnaît avoir examiné la possibilité de régler cette matière par voie de directive, mais indique être arrivé à la conclusion qu'au vu de la diversité des situations et des limites qu'impose le cadre juridique à la possibilité d'intervenir au niveau de l'UE, une recommandation du Conseil constitue le meilleur moyen de réaliser des avancées au niveau national et de créer des conditions de concurrence équitable et de convergence vers le haut.

- En ce qui concerne la proportionnalité :

Les mesures proposées offrent de nouvelles perspectives à la mobilité transfrontière des travailleurs et au marché intérieur et ne vont pas au-delà de l'objectif qu'elles poursuivent.

Des réserves peuvent être éventuellement formulées en ce qui concerne l'ampleur de la future Autorité européenne du travail (petite instance efficace ou grande agence) et la nature de ses compétences (uniquement rôle de médiation et pas de pouvoir de décision).

Pour en savoir plus :

Texte des propositions de législation :

COMMUNICATION - Suivi de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux – COM (2018)130 :

http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180130.do

Proposition de RÈGLEMENT établissant une Autorité européenne du travail – COM (2018)131 :

http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180131.do

Proposition de RECOMMANDATION DU CONSEIL relative à l'accès des travailleurs salariés et non salariés à la protection sociale – COM (2018)132

http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180132.do

Descripteurs Eurovoc :	UNION EUROPÉENNE, aide sociale, marché du travail, politique de l'emploi de l'UE, politique économique, politique sociale européenne, droits sociaux (UE), initiative de l'UE, zone euro, conditions de travail

Rédaction : Roeland Jansoone, Premier conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@lachambre.be

Europese analysecel

PAKKET "SOCIALE RECHTVAARDIGHEID"

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE - De uitvoering van de Europese pijler van sociale rechten monitoren – COM (2018)130

Voorstel voor een VERORDENING tot oprichting van een Europese Arbeidsautoriteit – COM (2018)131

Voorstel voor een AANBEVELING VAN DE RAAD
Met betrekking tot de toegang tot sociale bescherming voor werknemers en zelfstandigen – COM (2018)132

Samenvatting: Om de Europese pijler van de sociale rechten verder te implementeren, lanceert de Europese Commissie een "*Social Fairness Package".* De documenten gaan o.m. over de oprichting van een Europese Arbeidsautoriteit en een aanbeveling tot uitbreiding van de sociale bescherming tot alle werknemers en zelfstandigen. **De termijn om een subsidiariteitsadvies te formuleren over de ontwerpverordening tot oprichting van een Europese Arbeidsautoriteit , verstrijkt op 21 mei 2018**.

1. Context

In zijn *State of te Union* op 9 september 2015 kondigde voorzitter Juncker de oprichting aan van een Europese pijler van sociale rechten in de eurozone.

Deze Europese pijler zou een aantal grondbeginselen formuleren ter ondersteuning van goed werkende en billijke arbeidsvoorwaarden en stelsels van sociale zekerheid.

Eind 2017, nadat er een draagvlak was over de tekst tussen Europees Parlement, Raad en Commissie, onderstreepte de Europese Raad dat de Europese pijler van sociale rechten zou worden geïmplementeerd op Unie- en op lidstaatniveau, en dat hierbij rekening wordt gehouden met hun respectieve bevoegdheden.

De Europese Commissie komt nu met een "*Social Fairness Package*" over de verdere implementatie van de Europese pijler van sociale rechten. Deze voorstellen betreffen de oprichting van een Europese Arbeidsautoriteit en het voorstel tot uitbreiding van de sociale bescherming tot alle werknemers en zelfstandigen.

2. Inhoud

Samengevat, bevat het pakket "Sociale rechtvaardigheid "de volgende krachtlijnen:

COM (2018)130: MEDEDELING over de uitvoering van de Europese pijler van sociale rechten: De Europese pijler van sociale rechten zet de koers uit naar een opwaartse convergentie met betere arbeidsvoorwaarden en sociale bescherming. De Europese sociale pijler realiseren is een gedeelde verantwoordelijkheid. Niet alleen het Unieniveau, maar vooral de nationale overheden en de sociale partners beschikken over de bevoegdheden en instrumenten om de Europese sociale pijler te realiseren.

De Europese Commissie kondigt, naast de oprichting van een Europese arbeidsautoriteit en de aanbeveling tot uitbreiding van de sociale bescherming tot alle werknemers en zelfstandigen in de EU, ook de invoering aan van een Europees socialezekerheidsnummer, om sociale zekerheidsrechten zichtbaarder en digitaal meer toegankelijk te maken.

COM (2018) 131 VERORDENING tot oprichting van een Europese Arbeidsautoriteit:

Opzet: Er blijven vragen op het gebied van de naleving en handhaving van de reglementering inzake grensoverschrijdende arbeidsmobiliteit. Dit is een obstakel voor het vertrouwen in de interne markt. Een Europese instantie kan de belanghebbenden bijstaan in het optimaal benutten van de voordelen van het vrij personenverkeer en kan de eerlijke arbeidsmobiliteit bevorderen.
Samenstelling: De raad van bestuur bestaat uit één vertegenwoordiger van elke lidstaat en twee vertegenwoordigers van de Commissie, die allen stemrecht hebben. De uitvoerend directeur leidt de Autoriteit. Elke lidstaat wijst één nationale verbindingsfunctionaris aan die bij de Autoriteit wordt gedetacheerd.
Bevoegdheid:

- Informatieverlening over rechten en plichten bij wonen en werken in een EU-land;
- Waken over de effectieve naleving van de reglementering in grensoverschrijdende situaties en hierbij de samenwerking tussen de inspecties van de lidstaten ondersteunen, onder meer door gezamenlijke inspecties te vergemakkelijken;
- Bemiddelende rol bij grensoverschrijdende conflicten tussen nationale overheden of ingeval van reorganisaties van bedrijven waar meerdere EU-landen bij betrokken zijn.

Zetel: De autoriteit wordt een gedecentraliseerd EU-agentschap. De Commissie verwacht dat de Europese Arbeidsautoriteit in 2019 operationeel is.

COM (2018) 132 AANBEVELING VAN DE RAAD over de toegang tot sociale bescherming voor werknemers en zelfstandigen
Beginsel 12 van de Europese pijler van sociale rechten bepaalt dat "*ongeacht de aard en de duur van hun arbeidsrelatie (...) werknemers en, onder vergelijkbare voorwaarden, zelfstandigen recht [hebben] op adequate sociale bescherming*".

De aanbeveling streeft naar de vaststelling van minimumnormen opdat werknemers en zelfstandigen adequate sociale bescherming genieten, in het bijzonder ingeval van werkloosheid, ziekte, moeder- of vaderschap, arbeidsongevallen, beroepsziekten, invaliditeit en ouderdom. Allen moet zich kunnen aansluiten bij de sociale zorgstelsels en hun rechten kunnen opbouwen en uitkeringen kunnen claimen. Overdraagbaarheid van sociale rechten als de betrokkene van werk verandert is ook een principe. Bovendien moet aan alle betrokkenen transparante informatie worden gewaarborgd van de rechten op sociale bescherming.

De aanbeveling zal de EU-landen ondersteunen bij het aanpassen van de socialezekerheidsstelsels aan de veranderingen op de arbeidsmarkt.

De lidstaten geven spoedig uitvoering aan de in de aanbeveling uiteengezette beginselen en bezorgen actieplannen met maatregelen op nationaal niveau.

3. Europees juridisch kader en ontwikkelingen op Europees vlak:

De rechtsbasis voor de beleidsdocumenten, het wetgevingsvoorstel en de aanbeveling zijn de Artikelen 46, 48, 53 (1), 62 en 91 (1) Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) met de nadruk op het vrije verkeer van werknemers, de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels en de toegang tot en uitoefening van werkzaamheden, anders dan in loondienst, het vrij verrichten van diensten en gemeenschappelijke regels voor internationaal vervoer.

Overeenkomstig het subsidiariteitsbeginsel zijn de lidstaten bevoegd voor hun sociaal- en werkgelegenheidsbeleid (waaronder arbeidsregelgeving) en de organisatie van de socialezekerheidsstelsels.

Deze bevoegdheid van de lidstaten wordt in een aantal gebieden ondersteund en aangevuld door de Europese Unie. Dit is ook de filosofie van het "*Social fairness*" pakket.

In maart 2018 heeft de Europese Commissie in het kader van het proces van het Europees semester voor de eerste maal nagegaan in welke mate de prioriteiten van de Europese pijler van de sociale rechten zijn opgevolgd door elk van de lidstaten.

Over de implementatie van de sociale pijler kunnen de standpunten tussen lidstaten nogal uiteenlopen.

4. Belgisch kader:

Wat de Europese pijler van sociale rechten betreft:

Op de EPSCO-raad van 8 december 2017 heeft de Minister van Werk, na overleg met de Gewesten en Gemeenschappen, onderlijnd dat opwaartse sociale convergentie een politieke en sociale, maar ook een economische noodzaak is. Daartoe moet het *sociaal acquis* blijvend bewaakt, geactualiseerd en uitgevoerd worden[1].

In het landverslag over België heeft de Europese Commissie in maart 2018 de vorderingen in België op het gebied van de toegang tot de arbeidsmarkt, rechtvaardige arbeidsvoorwaarden en sociale bescherming in kaart gebracht[2].

Wat de Europese arbeidsautoriteit betreft:

De ambities van de Europese arbeidsautoriteit worden reeds door de drie landen van de Benelux gezamenlijk aangepakt. Zo worden gemeenschappelijke controles in de drie Benelux-landen uitgevoerd, onder andere binnen de uitzendbranche, die verder moeten bijdragen aan de systematisering van de samenwerking tussen de controleurs. De inspectiediensten werken samen om een juridisch kader voor de grensoverschrijdende samenwerking tussen sociale inspectiediensten op te starten. Er wordt ook onderzocht of de

[1] Zie Bulletin B139, schriftelijke vraag n° 1802, http://www.dekamer.be/kvvcr/showpage.cfm?section=qrva&language=nl&cfm=qrvaXml.cfm?legislat=54&dossierID=54-B139-861-1812-2017201819188.xml

[2] Voor België, zie analysefiche: http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/scrutiny/SWD20180200/bechb.do

sociale zekerheidsinstellingen van de Benelux-landen toegang kunnen krijgen tot de nationale sociale zekerheidsdatabanken van de andere lidstaten[3].

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Sociale zaken;
- Ter informatie: adviescomité voor Europese aangelegenheden.

6. Opvolging bij de federale instanties:

- FOD Sociale zaken.

7. Subsidiariteit/ Parlementaire opvolging:

De mededeling rond de uitvoering van de Europese pijler van sociale rechten (COM (2018)130) is een beleidsdocument. Hierover kan geen subsidiariteitsadvies worden gegeven in de zin van Art.37*bis* van het Kamerreglement.

Het Voorstel van VERORDENING tot oprichting van een Europese Arbeidsautoriteit (COM (2018)131) is een wetgevingsvoorstel. De bevoegde commissie kan bijgevolg een advies over de subsidiariteit geven in de zin van Art.37*bis* van het Kamerreglement.
De termijn om een subsidiariteitsadvies te formuleren over dit voorstel verstrijkt op 21 mei 2018.

Het voorstel van AANBEVELING VAN DE RAAD over de toegang tot sociale bescherming voor werknemers en zelfstandigen (COM (2018)132) is geen wetgevingsdocument, maar een aanbeveling om vooruitgang te boeken op het niveau van de lidstaten om aldus te zorgen voor een gelijk speelveld en de ondersteuning van opwaartse convergentie. Hierover kan geen subsidiariteitsadvies worden gegeven in de zin van Art.37*bis* van het Kamerreglement.

De commissie kan over alle voorstellen in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie een advies en/of opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Ontwerp van advies:

- Wat de subsidiariteit/ bevoegdheid betreft:

Het Voorstel van VERORDENING tot oprichting van een Europese Arbeidsautoriteit (COM (2018)131) beantwoordt aan het subsidiariteitsbeginsel omdat de doelstelling van het voorstel, nl. effectieve naleving van de reglementering in grensoverschrijdende situaties en de samenwerking tussen de inspecties van de lidstaten, moeilijk kan gerealiseerd worden zonder hiervoor in een passend Europees wetgevend kader te voorzien.

De AANBEVELING VAN DE RAAD over de toegang tot sociale bescherming voor werknemers en zelfstandigen beantwoordt eveneens aan het subsidiariteitsbeginsel omdat de Europese Commissie uitdrukkelijk erkent dat de lidstaten het best in staat zijn om zelf te beslissen over de keuzes die worden gemaakt bij de uitwerking van doeltreffende sociale bescherming. De Commissie erkent dat zij de optie heeft onderzocht om deze zaak bij

[3] Zie: http://www.benelux.int/nl/kernthemas/veilgheid-samenleving/fraudebestrijding/sociale-samenwerking-en-fraudebestrijding/

richtlijn te regelen, maar tot het besluit is gekomen dat, gezien de verscheidenheid aan situaties en beperkingen van het juridisch kader om op EU-niveau in te grijpen, een aanbeveling van de Raad de beste manier is om vooruitgang te boeken op nationaal niveau en te komen tot een gelijk speelveld en opwaartse convergentie.

- Wat de proportionaliteit betreft:

De maatregelen bieden nieuwe perspectieven aan de grensoverschrijdende arbeidsmobiliteit en aan de interne markt en gaan niet verder dan het doel dat zij beogen.

Eventueel kunnen kanttekeningen worden geplaatst bij de omvang van de Europese Arbeidsautoriteit (een kleine, efficiënte instantie of een groot agentschap) en over de aard van de bevoegdheden van de Europese Arbeidsautoriteit (enkel bemiddelende rol en geen beslissingsmacht).

Om meer te weten:

Tekst van de wetgevingsvoorstellen:

MEDEDELING - De uitvoering van de Europese pijler van sociale rechten monitoren – COM (2018)130: http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180130.do

Voorstel voor een VERORDENING tot oprichting van een Europese Arbeidsautoriteit - COM(2018)131: http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180131.do

Voorstel voor een AANBEVELING VAN DE RAAD met betrekking tot de toegang tot sociale bescherming voor werknemers en zelfstandigen – COM (2018)132: http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180132.do

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE, sociale bijstand, arbeidsmarkt, EU-werkgelegenheidsbeleid, economisch beleid, Europese sociale politiek, sociale rechten, sociale dialoog (EU), initiatief van de EU, eurozone, arbeidsvoorwaarden

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be